

une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque à laquelle il aura atteint l'âge de vingt ans.

(50) ANCIEN ART. 67. S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit:—S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction;—S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui auquel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.—Dans tous ces cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.—S'il a encouru la peine du carcan ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. V.

ART. 3. Si les jurés décident que le coupable a commis le crime avec discernement, il sera condamné; mais à raison de son âge, les peines suivantes seront commuées:—Si le coupable a encouru la peine de mort, il sera condamné à vingt années de détention dans une maison de correction.—S'il a encouru les peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne ou de la détention, il sera condamné à être renfermé dans la maison de correction pendant un nombre d'années égal à celui pour lequel il aurait encouru l'une des dites peines, à raison du crime qu'il a commis.

4. Dans les cas portés en l'article précédent, le condamné ne subira pas l'exposition aux regards du peuple, sinon lorsque la peine de mort aura été commuée en vingt années de détention dans une maison de correction, auquel cas l'exposition, du condamné aura lieu pendant six heures, dans les formes qui sont ci-dessus prescrites.

(51) ANCIEN ART. 68. Dans aucun des cas prévus par l'article précédent, le condamné ne subira l'exposition publique.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

correccion para ser educado y detenido en ella, durante el número de años que la sentencia determinare, y que sin embargo, no podrá exceder de la época en que haya cumplido la edad de veinte años.

(50) ANTIGUO ART. 67. Si se ha decidido que ha obrado con discernimiento, las penas serán aplicadas como sigue:—Si ha incurrido en la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos ó de deportacion, será condenado á la pena de diez á veinte años de prision en una casa de correccion;—Si ha incurrido en la pena de trabajos forzados por tiempo ó de reclusion, será condenado á ser encerrado en una casa de correccion, por un tiempo igual al tercio á lo menos, y á la mitad á lo mas, de aquel por el cual habria podido ser condenado á una de estas penas.—En todos estos casos podrá ser puesto, por medio del fallo ó de la sentencia, bajo la vigilancia de la alta policia, durante cinco años á lo menos y diez á lo mas.—Si ha incurrido en la pena de la argolla ó de destierro, será condenado á ser encerrado de uno á cinco años en una casa de correccion.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. V.

ART. 3. Si los jurados deciden que el culpable ha cometido el crimen con discernimiento, será condenado; pero en razon de su edad, se commutarán las penas siguientes:—Si el culpable ha incurrido en la pena de muerte, será condenado á veinte años de detencion en una casa de correccion.—Si ha incurrido en las penas de grillos, de reclusion en la cárcel, de mortificacion ó de detencion, será condenado á ser encerrado en la casa de correccion, durante un número de años igual á aquel por el cual hubiere incurrido en una de estas penas, por razon del crimen que hubiese cometido.

4. En los casos señalados en el artículo anterior, el condenado no sufrirá la esposicion pública, sino cuando la pena de muerte hubiere sido commutada en veinte años de detencion en una casa de correccion; en cuyo caso, la esposicion del condenado tendrá lugar durante seis horas, en las formas prescrites.

(51) ANTIGUO ART. 68. En ninguno de los casos previstos por el artículo anterior, sufrirá el condenado la esposicion pública.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(52) ANCIEN ART. 69. Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra être condamné à telle peine correctionnelle qui sera jugée convenable, pourvu qu'elle soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait eu seize ans.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(53) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. V.

ART. 5. Nul ne pourra être déporté, s'il a soixante-quinze ans accomplis.

(54) ANCIEN ART. 71. Ces peines seront remplacées, à leur égard, par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, et selon la durée de la peine qu'elle remplacera.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. V.

ART. 6. Dans les cas où la loi prononce l'une des peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne ou de la détention pour plus de cinq années, la durée de la peine sera réduite à cinq ans, si l'accusé trouvé coupable est âgé de soixante-quinze ans accomplis ou au-delà.

(55) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. V.

ART. 7. Tout condamné à l'une des dites peines (P. 71 note) qui aura atteint l'âge de quatre-vingts ans accomplis, sera mis en liberté par jugement du tribunal criminel, rendu sur sa requête, s'il a subi au moins cinq années de sa peine.

(56) ANCIEN ART. 75, 2^e alinéa. Ses biens seront confisqués.—*Abrogé*, Ch. 57.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 3. Tout Français qui portera les armes contre la France, sera puni de mort.

(57) ANCIEN ART. . . . et ses biens seront confisqués.—*Modifié*, Ch. 57.

(58) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 1^{er}. Quiconque sera convaincu d'avoir pratiqué des manichinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou avec leurs agens, pour les engager à commettre des hostilités, ou pour leur indiquer les moyens d'en-

(52) ANTIGUO ART. 69. Si el culpable no ha incurrido mas que en una pena correccional, podrá ser condenado á la pena correccional que se juzgue conveniente, con tal que sea menor de la mitad de la que habria sufrido, si hubiere tenido diez y seis años.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(53) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. V.

ART. 5. Nadie podrá ser deportado, si tiene la edad de setenta y cinco años cumplidos.

(54) ANTIGUO ART. 71. Estas penas se reemplazarán con respecto á ellos, con la de reclusion, ya perpetua ó ya por tiempo y segun la duracion de la pena que reemplace.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. V.

ART. 6. En el caso en que la ley pronuncie una de las penas de grillos, reclusion en la cárcel, mortificacion ó detencion por mas de cinco años, la duracion de la pena se reducirá á cinco años si el acusado declarado culpable, es de la edad de setenta y cinco años cumplidos, ó de mas.

(55) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. V.

ART. 7. Todo condenado á una de dichas penas (P. 71 nota), que haya llegado á la edad de ochenta años cumplidos, será puesto en libertad por sentencia del tribunal criminal, dada á pedimento suyo, si ha sufrido á lo menos cinco años de su pena.

(56) ANTIGUO ART. 75. 2^o párrafo. Sus bienes serán confiscados.—*Derogado*, C. 57.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 3. Todo francés que tomare las armas contra la Francia, se castigará con pena de la vida.

(57) ANTIGUO ART. . . . y sus bienes serán confiscados.—*Modificado*, C. 57.

(58) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 1^o. Cualquiera que sea convencido de haber maquinado ó tenido inteligencia con las potencias extranjeras ó con sus agentes, para empeñarlos á cometer hostilidades, ó para indicarles los medios de emprender la guerra contra la Francia, se cas-

trepreneur la guerre contre la France, sera puni de mort, soit que les machinations ou intelligences aient été ou non suivies d'hostilités.

(59) ANCIEN ART. . . . et de la confiscation de ses biens.—*Modifié*, Ch. 57.

(60) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 4. Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France, tendant, soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'Empire français, soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à favoriser d'une manière quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire français, ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des officiers, soldats et des autres citoyens envers la nation française, seront punies de mort.

(61) ANCIEN ART. 78. Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis du bannissement, sans préjudice de plus fortes peines dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(62) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 5. Les trahisons de la nature de celles mentionnées en l'article précédent (P. 77 note), commises en temps de guerre envers les alliés de la France agissant contre l'ennemi commun, seront punies de la même peine.

(63) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 6. Tout fonctionnaire public chargé du secret d'une négociation, d'une expédition militaire, qui sera convaincu de l'avoir livré méchamment et traîtreusement aux agents d'une puissance étrangère, ou, en cas de guerre, à l'ennemi, sera puni de mort.

tigará con pena de la vida, sea que se hayan ó no seguido hostilidades á las maquinaciones ó inteligencias.

(59) ANTIGUO ART. . . . y de la confiscación de sus bienes.—*Modificado*, C. 57.

(60) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 4. Toda maniobra, toda inteligencia con los enemigos de la Francia, que tiendan, ya á facilitarles su entrada en las dependencias del Imperio francés, ya á entregarles ciudades, fortalezas, puertos, buques, almacenes ó arsenales pertenecientes á la Francia, ya á ministrarles socorros en soldados, dinero, víveres ó municiones, ya á favorecer de una manera cualquiera el progreso de sus armas en el territorio francés ó contra nuestras fuerzas de mar y tierra, ó ya corromper la fidelidad de los oficiales, soldados y demas ciudadanos hácia la nacion francesa, se castigará con pena de la vida.

(61) ANTIGUO ART. 78. Si la correspondencia con los súbditos de una potencia enemiga, sin tener por objeto uno de los crímenes indicados en el artículo anterior, ha tenido sin embargo por resultado el proporcionar á los enemigos instrucciones perjudiciales á la situacion militar ó política de la Francia ó de sus aliados, los que hayan mantenido esta correspondencia serán castigados con destierro, sin perjuicio de penas mas graves en el caso de que estas instrucciones hubieren sido consecuencia de un acuerdo que constituya un hecho de espionaje.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(62) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 5. Las traiciones de la naturaleza de las mencionadas en el artículo anterior (P. 77 nota), cometidas en tiempo de guerra hácia los aliados de la Francia que estén operando contra el enemigo comun, se castigarán con la misma pena.

(63) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 6. Todo funcionario público encargado del secreto de una negociacion ó de una expedicion militar, que sea convencido de haberla descubierto mala y traidoramente á los agentes de una potencia extranjera, ó en caso de guerra, al enemigo, se castigará con pena de la vida.

(64) ANCIEN ART. 81. Tout fonctionnaire, tout agent, tout préposé du gouvernement, chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt de plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agents de l'ennemi, sera puni de mort; et ses biens seront confisqués.—Il sera puni du bannissement, s'il a livré ces plans aux agents d'une puissance étrangère neutre ou alliée.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 7. Tout fonctionnaire public chargé, à raison des fonctions qui lui sont confiées, du dépôt des plans, soit de fortifications ou d'arsenaux, soit de ports ou de rades, qui sera convaincu d'avoir méchamment et traîtreusement livré lesdits plans aux agents d'une puissance étrangère, ou, en cas de guerre, à l'ennemi, sera puni de la peine de vingt années de gêne.

(65) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 2. Lorsqu'il aura été commis quelques agressions hostiles ou infractions de traités, tendant à allumer la guerre entre la France et une nation étrangère, et que le corps législatif, trouvant coupables lesdits agressions hostiles ou infractions de traités, aura déclaré qu'il y a lieu à accusation contre les auteurs, le ministre qui en aura donné ou contre-signé l'ordre, ou le commandant des forces nationales de terre ou de mer qui, sans ordre, aura commis lesdits agressions hostiles ou infractions de traités, sera puni de mort.

(66) ANCIEN ART. 86. L'attentat ou le complot contre la vie ou contre la personne du Roi est crime de lèse-majesté; ce crime est puni comme parricide, et emporte de plus la confiscation des biens.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. I.

ART. 1^{er}. Tous complots et attentats contre la personne du Roi, du régent ou de l'héritier présomptif du trône, seront punis de mort.

(67) ANCIEN ART. 87. L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la

(64) ANTIGUO ART. 81. Todo funcionario, agente ó comisionado del gobierno, encargado por razon de sus funciones, del depósito de planos de fortificaciones, arsenales, puertos ó rades, que los haya entregado al enemigo ó á sus agentes, será castigado con pena de la vida, y sus bienes serán confiscados. Se castigará con el destierro, si ha entregado estos planos á los agentes de una potencia extranjera, neutral ó aliada.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 7. Todo funcionario público encargado por razon de las funciones que le están confiadas, del depósito de planos, ya de fortificaciones ó de arsenales, de puertos ó de rades, que sea convencido de haber mala y traidoramente entregado dichos planos á los agentes de una potencia extranjera, ó en caso de guerra al enemigo, será castigado con la pena de veinte años de mortificación.

(65) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 2. Cuando se hayan cometido algunas agresiones hostiles ó infracciones de tratados, que tiendan á encender la guerra entre la Francia y una nacion extranjera, y que el cuerpo legislativo, encontrando culpables dichas agresiones hostiles ó infracciones de tratados, haya declarado que ha lugar á acusacion contra sus autores, el ministro que haya dado ó refrendado la orden, ó el comandante de las fuerzas nacionales de mar y tierra que, sin orden, haya cometido dichas agresiones hostiles ó infracciones de tratados, se castigará con pena de la vida.

(66) ANTIGUO ART. 86. El atentado ó el complot contra la vida ó contra la persona del Rey, es crimen de lesa-magestad: este crimen se castigará como parricidio y llevará además la confiscacion de bienes.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion I.

ART. 1^o. Todos los complots y atentados contra la persona del Rey, del regente ó del heredero presunto del trono, se castigarán con pena de la vida.

(67) ANTIGUO ART. 87. El atentado ó el complot contra la vida ó la persona de los miembros de la

familia royale;—L'attentat ou le complot dont le but sera,—Soit de détruire ou de changer le gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône,—Soit d'exciter les citoyens ou habitans à s'armer contre l'autorité royale,—Seront punis de la peine de mort et de la confiscation des biens.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(68) ANCIEN ART. 88. Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes, quoiqu'ils n'aient pas été consommés.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(69) ANCIEN ART. 89. Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux conspirateurs ou un plus grand nombre, quoiqu'il n'y ait pas eu d'attentat.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(70) ANCIEN ART. 90. S'il n'y a pas eu de complot arrêté, mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'article 86, celui qui aura fait une telle proposition sera puni de la réclusion.—L'auteur de toute proposition non agréée tendant à l'un des crimes énoncés dans l'article 87, sera puni du bannissement.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(71) ANCIEN ART. 91. L'attentat ou le complot dont le but sera, soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitans à s'armer les uns contre les autres,—Soit de porter la dévastation et le pillage dans une ou plusieurs communes,—Seront punis de la peine de mort, et les biens des coupables seront confisqués.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I., sect. II.

ART. 2. Toutes conspirations ou complots tendant à troubler l'État par une guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres, ou contre l'exercice de la autorité légitime, seront punis de mort.

(3) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 612. Toutes conspirations et complots tendant à troubler la République par une guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres, ou contre l'exercice de l'autorité légitime, sera punis de mort, tant que cette peine subsistera; et de vingt-quatre années de fers quant elle sera abolie.

familia real;—El atentado ó el complot cuyo objeto sea,—Ya destruir ó cambiar el gobierno ó el orden de sucesion al trono,—Ya el de escitar á los ciudadanos ó habitantes á armarse contra la autoridad real,—Serán castigados con la pena de muerte y la de confiscacion de bienes.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(68) ANTIGUO ART. 88. Hay atentado, luego que se ha cometido un acto ó comenzado para llegar á la ejecucion de estos crímenes, aun cuando no se hayan consumado.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(69) ANTIGUO ART. 89. Hay complot, luego que se ha concertado y fijado la resolucion de obrar entre dos ó mas conspiradores, aun cuando no haya habido atentado.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(70) ANTIGUO ART. 90. Si no ha habido complot fijado, sino una proposicion hecha y no aceptada, de formar uno para llegar al crimen mencionado en el artículo 86, el que haya hecho tal proposicion se castigará con reclusion.—El autor de cualquiera proposicion no aceptada y que tienda á uno de los crímenes indicados en el artículo 87, se castigará con destierro.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(71) ANTIGUO ART. 91. El atentado ó el complot cuyo objeto sea, ya el escitar la guerra civil armando ó conduciendo á los ciudadanos ó habitantes á armarse unos contra otros,—O ya el de llevar la devastacion y el pillaje á una ó varias municipalidades, se castigará con pena de la vida, y los bienes de los culpables serán confiscados.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I., seccion II.

ART. 2. Todas las conspiraciones ó complots que tiendan á alterar el Estado con una guerra civil, armando á los ciudadanos unos contra otros, ó contra el ejercicio de la autoridad legítima, serán castigados con pena de la vida.

C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 612. Todas las conspiraciones y complots que tiendan á trastornar la República con una guerra civil, armando á los ciudadanos unos contra otros ó contra el ejercicio de la autoridad legítima, se castigará con pena de la vida, mientras subsista esta pena, y con veinticuatro años de grillete cuando quede abolida.

L. 27 germ. an IV [16 avril 1796], portant des peines contre toute espèce de provocation à la dissolution du gouvernement républicain, et tout crime attentatoire à la sûreté publique et individuelle.

ART 1^{er}. Sont coupables de crime contre la sûreté intérieure de la République et contre la sûreté individuelle des citoyens, et seront punis de la peine de mort, conformément à l'article 612 du Code des délits et des peines, tous ceux qui, par leurs discours ou par leurs écrits imprimés, soit distribués, soit affichés, provoquent la dissolution de la représentation nationale, ou celle du directoire exécutif, ou le meurtre de tous ou aucun des membres qui les composent, ou le rétablissement de la royauté, ou celui de la constitution de 1793, ou celui de la constitution de 1791, ou de tout gouvernement autre que celui établi par la constitution de l'an III, acceptée par le peuple français, ou l'invasion des propriétés publiques, ou le pillage ou le partage des propriétés particulières, sous le nom de loi agraire ou de toute autre manière. La peine de mort mentionnée au présent article, sera commuée en celle de la déportation, si le jury déclare qu'il y a dans le délit des circonstances atténuantes.

5. Tout rassemblement où se feraient des provocations de la nature de celles mentionnées en l'article 1^{er}, prend le caractère d'un attroupement séditieux. Les bons citoyens qui en sont les témoins, arrêteront les coupables, ou, s'ils sont trop faibles, ils avertiront la force armée la plus voisine.

(72) ANCIEN ART. . . . et de la confiscacion de leurs biens.—*Modifié*, Ch. 57.

(73) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I., sect. II.

ART. 3. Tout enrôlement de soldats, levée de troupes, amas d'armes et de munitions pour exciter les complots et machinations mentionnés en l'article précédent (P. 91 note);—Toute attaque ou résistance envers la force publique agissant contre lesdits complots;—Tout envahissement de ville, forteresse, magasin, arsenal, port ou vaisseau, seront punis de mort.—Les auteurs, chefs et instigateurs desdites révoltes, et tous ceux qui seront pris les armes à la main, subiront la même peine.

C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 613. Seront punis de même (P. 91 note),

L. de 27 germinal año IV [16 de Abril de 1796], señalando penas contra toda especie de provocacion á la disolucion del gobierno republicano, y todo crimen atentatorio á la seguridad pública é individual.

ART. 1^o. Son culpables de crimen contra la seguridad interior de la República y contra la individual de los ciudadanos, y se castigarán con la pena de muerte, conforme al artículo 612 del Código de delitos y penas, todos los que con sus discursos ó con sus escritos impresos, ya distribuidos ó ya fijados, provoquen la disolucion de la representacion nacional ó la del directorio ejecutivo, ó el asesinato de todos ó de algunos de los miembros que los componen; al restablecimiento de la monarquía, ó al de la constitucion de 1793, ó al de la de 1791, ó de todo gobierno diverso del establecido por la constitucion del año III, aceptada por el pueblo frances, ó á la invasion de propiedades públicas, al pillaje ó á la division de propiedades particulares, bajo el título de ley agraria, ó de cualquiera otra manera que sea. La pena de muerte mencionada en el presente artículo, será conmutada en la de deportacion, si el jurado declarare que hay en el delito circunstancias atenuantes.

5. Toda reunion en que se hagan provocaciones de la naturaleza de las mencionadas en el artículo 1^o, tomará el carácter de un tumulto sedicioso. Los buenos ciudadanos que sean testigos de esto, aprehenderán á los culpables, ó si son demasiado débiles, lo participarán á la fuerza armada mas inmediata.

(72) ANTIGUO ART. . . . y de la confiscacion de sus bienes.—*Modificado*, C. 57.

(73) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. II, tit. I., seccion II.

ART. 3. Todo alistamiento de soldados, levantamiento de tropas, acopio de armas y municiones para ejecutar los complots y maquinaciones mencionadas en el artículo anterior (P. 91 nota);—Todo ataque ó resistencia hácia la fuerza pública que obre contra dichos complots; toda invasion de ciudad, fortaleza, almacén, arsenal, puerto ó buque, serán castigados con la muerte.—Los autores, gefes é instigadores de dichas sediciones, y todos los que sean aprehendidos con las armas en la mano, sufrirán la misma pena.

C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 613. Serán castigados de la misma mane-